



Message 2019-DSAS-67

14 décembre 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 9 juin 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE). Ce projet introduit un soutien à l'encadrement particulier pour les enfants ayant besoin d'auxiliaires de vie pour pouvoir bénéficier de l'accueil extrascolaire.

De plus, il dote la loi d'une base légale spécifique pour la perception d'émoluments. Cette adjonction n'est pas en lien avec le projet principal. Elle vise à combler une lacune formelle dans la loi actuelle.

1. Soutien à l'encadrement particulier

1.1. Introduction d'un nouvel article 13a LStE

L'article 6 al. 2 let. d de la loi du 11 octobre 2017 sur la pédagogie spécialisée (LPS) prévoit que des auxiliaires de vie puissent accompagner les élèves en intégration pour les actes de la vie courante. Le coût de ces auxiliaires de vie est réparti entre le canton et les communes pour le travail effectué durant les heures de classe. En revanche, si un tel accompagnement est nécessaire durant le temps que passe l'enfant concerné dans un accueil extrascolaire (AES), le coût de cette mesure est à la charge de la commune.

Par une motion déposée le 10 juillet 2017 dans le contexte des travaux en commission parlementaire relatifs à la LPS, les députées Antoinette de Weck et Katharina Thalmann-Bolz mettent en cause cette incohérence. Les motionnaires demandent à ce que le coût d'un ou une auxiliaire de vie qui interviendrait dans un accueil extrascolaire soit réparti entre le canton et les communes conformément à la clef de répartition des coûts prévue par la loi sur la pédagogie spécialisée. Les députées proposent de compléter la LStE dans ce sens.

Dans sa réponse du 4 septembre 2018, le Conseil d'Etat s'est dit favorable à la modification proposée par les motionnaires et a reconnu la nécessité d'un financement sur le même modèle que celui de la loi sur la pédagogie spécialisée. Le Grand Conseil a approuvé la motion à l'unanimité en date du 11 octobre 2018.

Ainsi, le Conseil d'Etat propose d'adopter un nouvel article 13a LStE. Le projet élaboré prévoit expressément l'octroi d'auxiliaires de vie aux enfants au bénéfice d'une mesure d'aide renforcée (MAR) dans l'accueil extrascolaire. Le financement de ces mesures serait conforme à la clef de répartition des coûts prévue par la LPS.

1.2. L'auxiliaire de vie scolaire

Dans le domaine scolaire, l'auxiliaire de vie scolaire est une personne assurant un accompagnement centré sur les besoins d'un ou une élève en situation de handicap, au bénéfice d'une MAR, dont la situation de handicap le ou la rend très dépendant-e pour accomplir les actes de la vie ordinaire ou qui présente un trouble de santé invalidant. L'auxiliaire de vie scolaire collabore avec les enseignants et enseignantes titulaires et spécialisé-e-s, responsables du projet pédagogique, afin d'optimiser l'autonomie de l'élève dans les apprentissages et de faciliter sa participation aux activités collectives et aux relations interindividuelles. Il soutient l'élève dans son travail autant que nécessaire en mettant en œuvre des conditions optimales de sécurité et de confort afin de lui permettre sa scolarisation à l'école ordinaire.

Cet accompagnement ne concerne en principe pas les gestes nécessitant une qualification médicale particulière. Si la scolarisation de l'élève nécessite d'effectuer de tels gestes, ceux-ci doivent faire l'objet d'un protocole spécifique.

En pratique, l'attribution d'un ou d'une auxiliaire de vie à l'élève dans le domaine scolaire est envisagée dès qu'un examen approfondi de sa situation fait apparaître le besoin d'une aide apportée dans le cadre de la vie scolaire quotidienne et qu'une demande est adressée au Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM). L'analyse de la demande d'attribution d'un auxiliaire de vie est faite par la cellule d'évaluation cantonale du SESAM, sur la base d'une procédure d'évaluation standardisée (PES). La cellule d'évaluation cantonale du SESAM transmet un préavis à l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e pour décision de la mesure. Cette analyse se fait sur la base d'un dossier motivant la nécessité de cet accompagnement. L'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e mentionne dans sa décision le nombre d'unités

octroyées. La décision tient compte du besoin d'encadrement de l'élève dans les différentes activités scolaires.

Le profil d'auxiliaire de vie scolaire requis est en principe celui d'assistant socio-éducatif ou assistante socio-éducative, les structures ayant aussi la possibilité d'engager des stagiaires HES ou pré-HES. Ainsi, il ne s'est pas avéré nécessaire d'introduire une nouvelle fonction spécifique au sein du personnel de l'Etat de Fribourg.

Ce soutien fondé sur la LPS n'est possible que pour le temps scolaire, d'autres bases légales régissent le soutien lors d'accueil extrascolaire.

1.3. L'encadrement particulier en structure d'accueil extrascolaire selon la LStE en vigueur

L'accueil extrafamilial est régi par la LStE qui règle le financement usuel de la prise en charge des enfants. L'article 13 de la LStE, en vigueur depuis 2011, prévoit toutefois que l'Etat peut subventionner les coûts supplémentaires de l'encadrement spécifique d'un ou d'une enfant qui exige une prise en charge particulière, notamment en raison d'une maladie, d'un handicap mental, psychique ou physique ou d'une déficience sensorielle. L'article 11 du règlement du 27 septembre 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (RStE) précise que, dans les limites du budget, l'Etat peut prendre en charge une partie des coûts résultant de la prise en charge particulière, dans la mesure où la situation l'exige.

1.4. L'auxiliaire de vie extrascolaire – conditions d'octroi

Le présent projet de nouvel article 13a LStE propose que les enfants qui bénéficient d'une MAR sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie obtiennent également sur demande des parents cette mesure pour l'accueil extrascolaire. Pour favoriser la cohérence entre le domaine scolaire et l'extrascolaire, l'octroi d'un ou une auxiliaire de vie scolaire et extrascolaire doit reposer sur les mêmes critères. Partant, il est proposé que la décision de prise en charge d'un ou une auxiliaire de vie extrascolaire tienne compte notamment de la décision de l'inspecteur ou l'inspectrice spécialisé-e et du préavis de la cellule d'évaluation cantonale du SESAM.

1.5. Financement de l'auxiliaire de vie extrascolaire

La mise en place des structures d'accueil extrafamilial de jour est de la compétence des communes. Tout comme dans le cadre de la vie scolaire, une intégration peut nécessiter dans certains cas que l'enfant concerné puisse bénéficier de l'aide d'un ou une auxiliaire de vie aussi durant le temps passé en AES. Or, le débat parlementaire sur la motion a fait ressortir

la crainte que, si le coût de cette aide retombe exclusivement à la charge de la commune dans laquelle l'enfant est scolarisé, certaines communes en cause pourraient hésiter à offrir une place d'accueil extrascolaire à un tel enfant.

Dans le domaine scolaire, lorsque des MAR sont dispensées pour un enfant fréquentant l'école ordinaire, leur financement est supporté selon les principes de la loi sur la scolarité obligatoire (50% à charge de l'Etat et 50% à charge des communes), par renvoi de l'article 14 LPS. Dans le prolongement de la logique de la LPS, la motion de Weck/Thalmann-Bolz propose que la charge supplémentaire que constitue l'accompagnement en structure d'accueil extrascolaire d'un enfant au bénéfice d'une MAR suive le même principe. Le présent projet d'article 13a LStE ancre cette règle dans la législation.

1.6. Mise en œuvre

Il est prévu que la mise en œuvre de cette disposition soit confiée au Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ). La demande de soutien pourra être déposée par les structures d'accueil extrascolaire ou les services communaux compétents. La demande de financement devra comprendre la décision d'octroi de mesures d'aide renforcées de pédagogie spécialisée (MAR) au sens de la loi sur la pédagogie spécialisée, une motivation spécifique et une appréciation du réseau (école etc.), le nombre d'unités concernées et le profil de l'intervenant ou intervenante (profil d'assistant/e socio-éducatif/ive ou éventuellement stagiaire). A l'image des déclarations sur l'activité professionnelle des parents qui sont déjà demandées pour l'attribution de places d'accueils extrascolaire, la demande attestera également le besoin de concilier la vie professionnelle et familiale.

A la fin de l'année scolaire, les récapitulatifs du nombre d'heures engendrées par la mesure et du personnel engagé pour assumer la tâche doivent être déposés auprès du SEJ. Les versements et la répartition financière se feront en fonction des décomptes.

Afin de fixer la procédure et de préserver au mieux l'égalité de traitement et la sécurité du droit, il est prévu de faire figurer le détail de cette procédure dans le RStE.

1.7. Incidences du projet

Le traitement des demandes au sens de l'art. 13a LStE sera effectué par le personnel du SEJ.

En termes de développement durable, l'évaluation effectuée conjointement entre le Secrétariat général de la DSAS et le SEJ a trouvé une plus-value sociale et économique, améliorant essentiellement la cohésion sociale par l'intégration des enfants et la participation des parents au marché du travail par l'amélioration des conditions de conciliation de la vie familiale et professionnelle.

A noter que la répartition du financement, 50% à charge de l'Etat et 50% à charge des communes, fera l'objet d'une analyse dans un prochain paquet du désenchevêtrement des tâches.

La charge financière du présent projet dépendra notamment du nombre et de l'étendue des demandes. En l'état et en l'absence de base de comparaison et de requêtes concrètes, il n'est pas possible de chiffrer la demande de manière fiable. Néanmoins, l'estimation suivante donne déjà un premier ordre de grandeur.

A la rentrée scolaire 2021, les inspecteurs et les inspectrices spécialisé-e-s ont octroyé 67 MAR avec bénéfice d'auxiliaires de vie. Le profil des personnes qui seront engagées en AES dépendra de chaque structure, mais en l'état, le Conseil d'Etat part du principe que les effectifs seront composés de 50% de personnes formées (avec un coût salarial horaire moyen de 37 francs) et de 50% de stagiaires (avec un coût salarial horaire moyen de 10 francs). Dans l'hypothèse où le 75% de ces enfants sollicitent aussi des auxiliaires de vie pour l'accueil extrascolaire et qu'ils l'utilisent à raison de 12h par enfant et par semaine d'école en moyenne, il y a lieu de compter avec une charge financière de 535 800 francs par année ($38 \text{ semaines} \times 12\text{h} \times 50 \text{ enfants} \times (37+10) / 2$ francs de coût horaire moyen), à répartir à raison de 50% entre l'Etat et les communes, en proportion de leur population légale. Ce chiffre demeure naturellement sujet à une évolution.

2. Emoluments

Art. 15a (nouveau)

Cette adjonction n'est pas en lien avec l'objet de la motion.

A ce jour, les émoluments perçus pour des décisions prises en application de la LStE reposent sur les articles 127 à 130 du Code de procédure et de juridiction administrative. Il se justifie d'introduire une base légale spécifique.

La norme pourra être concrétisée dans le règlement sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (RStE).

3. Référendum et entrée en vigueur

Le présent texte de loi n'est pas soumis au référendum obligatoire. En revanche, il peut faire l'objet d'un référendum facultatif selon l'article 46 de la Constitution du canton de Fribourg et les articles 128 ss de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP; RSF 115.1). Le Conseil d'Etat fixera son entrée en vigueur.



Botschaft 2019-DSAS-67

14. Dezember 2021

des Staatsrates an den Grossen Rat zur Änderung des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG)

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Entwurf zur Änderung des Gesetzes vom 9. Juni 2011 über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG). Dieser Entwurf führt einen Beitrag für besondere Betreuung zugunsten von Kindern ein, die für die Nutzung der ausserschulischen Betreuung auf eine Assistenzperson angewiesen sind.

Darüber hinaus stattet er das FBG mit einer spezifischen Gesetzesgrundlage zur Erhebung von Gebühren aus. Dieser Zusatz hat keinen Bezug zum eigentlichen Vorhaben, sondern will eine formelle Lücke im aktuellen Gesetz schliessen.

1. Beitrag für besondere Betreuung

1.1. Einführung eines neuen Artikels 13a FBG

Artikel 6 Abs. 2 Bst. d des Gesetzes vom 11. Oktober 2017 über die Sonderpädagogik (SPG) sieht vor, dass Assistenzpersonen in der Regelschule integrierte Schülerinnen und Schüler im Alltag begleiten können. Die Kosten für diese Assistenzpersonen werden für die Arbeit während des Unterrichts zwischen dem Kanton und den Gemeinden aufgeteilt. Ist das Kind hingegen im Rahmen der ausserschulischen Betreuung auf eine solche Begleitung angewiesen, so gehen die Kosten für diese Massnahmen zulasten der Gemeinde.

Mit ihrer am 10. Juli 2017 vor dem Hintergrund der Arbeiten der parlamentarischen Kommission zur Prüfung des SPG eingereichten Motion stellen die Grossrätinnen Antoinette de Weck und Katharina Thalmann-Bolz diese Inkohärenz in Frage. Die Motionärinnen verlangten, dass die Kosten für die Begleitung durch eine Assistenzperson auch in familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen zwischen dem Kanton und den Gemeinden aufgeteilt werden, in Übereinstimmung mit dem Verteilschlüssel nach SPG. Sie schlugen vor, das FBG entsprechend zu ergänzen.

In seiner Antwort vom 4. September 2018 hat sich der Staatsrat für den Änderungsvorschlag der Motionärinnen ausgesprochen und die Notwendigkeit einer Finanzierung nach dem gleichen Modell wie dem des SPG anerkannt. Am 11. Oktober 2018 hat der Grosse Rat die Motion einstimmig angenommen.

Demnach schlägt der Staatsrat vor, einen neuen Artikel 13a FBG zu verabschieden. Der Entwurf sieht ausdrücklich vor, dass Kindern, die eine verstärkte sonderpädagogische Massnahme (VM) erhalten, im Rahmen der ausserschulischen Betreuung eine Assistenzperson zugeteilt wird, wobei die Finanzierung dieser Massnahmen nach dem Verteilschlüssel gemäss SPG erfolgen würde.

1.2. Assistenzpersonen

Im schulischen Bereich gewährleistet eine Assistenzperson eine bedarfsorientierte Begleitung von Schülerinnen und Schülern mit Behinderungen, die eine VM erhalten und die bei den alltäglichen Lebensverrichtungen auf Hilfe angewiesen sind oder eine aktivitätseinschränkende gesundheitliche Beeinträchtigung aufweisen. Sie arbeitet mit den Klassenlehrpersonen und den Heilpädagoginnen und Heilpädagogen zusammen – diese tragen die Verantwortung für das pädagogische Konzept –, um bei der Schülerin oder dem Schüler das selbstständige Lernen zu optimieren und ihre bzw. seine Teilnahme an den Gemeinschaftsaktivitäten und den zwischenmenschlichen Beziehungen zu erleichtern. Sie unterstützt die Schülerin oder den Schüler bei der Arbeit so viel wie nötig, indem sie optimale Bedingungen in Bezug auf die Sicherheit und den Komfort schafft, um ihr oder ihm den Besuch des Regelunterrichts zu ermöglichen.

Diese Begleitung umfasst normalerweise keine Handlungen, welche eine besondere medizinische Ausbildung erfordern. Sind solche Handlungen für den Schulbesuch der Schülerin oder des Schülers notwendig, so müssen diese in einem separaten Protokoll festgehalten werden.

In der Praxis erfolgt die Zuweisung einer Assistenzperson im schulischen Bereich, sobald eine eingehende Untersuchung ergeben hat, dass die Schülerin oder der Schüler im Rahmen des schulischen Alltags Hilfe benötigt und das entsprechende Gesuch beim Amt für Sonderpädagogik (SoA) eingegangen ist. Dieses Gesuch wird von der kantonalen Abklärungsstelle des SoA im Rahmen eines standardisierten Abklärungsverfahrens (SAV) geprüft. Die Abklärungsstelle fasst eine Stellungnahme zuhanden der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors, die oder der dann über die Massnahme befindet. Dies geschieht wiederum aufgrund

eines Dossiers, in dem die Notwendigkeit der Begleitung begründet wird. Im Entscheid führt die Sonderschulinspektorin oder der Sonderschulinspektor auf, wie viele Einheiten gewährt werden. Der Entscheid berücksichtigt den Betreuungsbedarf der Schülerin oder des Schülers bei den verschiedenen schulischen Aktivitäten.

Das Anforderungsprofil für Assistenzpersonen entspricht dem der Fachfrau bzw. des Fachmanns Betreuung, wobei auch (vor-)FH-Praktikantinnen und -Praktikanten angestellt werden können. Folglich ist es nicht nötig, beim Freiberufler Staatspersonal eine neue Funktion einzuführen.

Diese Unterstützung aufgrund des SPG ist nur während des Unterrichts möglich; die Unterstützung im Rahmen der ausserschulischen Betreuung wird in anderen gesetzlichen Grundlagen geregelt.

1.3. Besondere Betreuung in der ausserschulischen Betreuung nach geltendem FBG

Die familienergänzende Betreuung ist im FBG geregelt, ebenso die übliche Finanzierung der Betreuung der Kinder. Artikel 13 FBG, in Kraft seit 2011, sieht jedoch vor, dass der Staat für die spezifische Betreuung eines Kindes, das namentlich aufgrund einer Krankheit, einer geistigen, psychischen oder körperlichen Behinderung oder einer Sinnesbehinderung eine besondere Betreuung benötigt, einen Beitrag an die zusätzlichen Kosten leisten kann. Artikel 11 des Reglements vom 27. September 2011 über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBR) präzisiert, dass der Staat im Rahmen des Voranschlags einen Teil der Kosten für besondere Betreuung übernehmen kann, sofern die Situation dies erfordert.

1.4. Ausserschulische Assistenzpersonen – Zuteilungsbedingungen

Der Entwurf des neuen Artikels 13a FBG schlägt vor, dass Kinder, die eine VM in Form von einer zugeteilten Assistenzperson beziehen, auf Gesuch der Eltern diese Massnahme auch im Rahmen der ausserschulischen Betreuung erhalten. Zur Förderung der Kohärenz zwischen dem schulischen und dem ausserschulischen Bereich müssen der Zuweisung einer schulischen und einer ausserschulischen Assistenzperson dieselben Kriterien zugrunde liegen. Demzufolge wird vorgeschlagen, dass der Entscheid bzgl. Übernahme einer ausserschulischen Assistenzperson namentlich den Entscheid der Sonderschulinspektorin oder des Sonderschulinspektors und die Stellungnahme der kantonalen Abklärungsstelle des SoA berücksichtigt.

1.5. Finanzierung der ausserschulischen Assistenzperson

Die Schaffung von familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen ist Sache der Gemeinden. Genau wie im Rahmen des schulischen Alltags kann die Integration in manchen Fällen bedingen, dass das betroffene Kind während seines Aufenthalts in der ausserschulischen Betreuung die Hilfe einer Assistenzperson erhält. Bei den Parlamentsdebatten zur Motion kam allerdings die Befürchtung zutage, dass einige Gemeinden zögern könnten, dem betreffenden Kind einen ausserschulischen Betreuungsplatz anzubieten, wenn die damit verbundenen Kosten gänzlich zulasten seiner Schulgemeinde gehen.

Werden einem Kind, das die Regelschule besucht, im Rahmen der Schule VM erteilt, so wird die Finanzierung aufgrund des Verweises in Artikel 14 SPG nach den Grundsätzen des Gesetzes über die obligatorische Schule übernommen (50% Staat und 50% Gemeinden). In Fortführung der Logik des SPG schlägt die Motion de Weck/Thalmann-Bolz vor, dass sich die zusätzlichen Kosten, die aus der Begleitung eines Kindes mit VM im Rahmen der ausserschulischen Betreuung hervorgehen, nach demselben Grundsatz richten. Der Entwurf von Artikel 13a FBG verankert diese Regel in der Gesetzgebung.

1.6. Umsetzung

Die Umsetzung dieser Bestimmung soll dem Jugendamt (JA) anvertraut werden. Das Unterstützungsgesuch kann von den ausserschulischen Betreuungseinrichtungen oder von den zuständigen Gemeindediensten eingereicht werden, unter Beilage des Entscheids über die Zuweisung von VM im Sinne des SPG, einer separaten Begründung und einer Einschätzung des Netzwerks (Schule usw.), der Anzahl Einheiten und des Profils der Fachperson (Profil Fachperson Betreuung oder evtl. Praktikant/in). Nach dem Beispiel der Angaben über die Erwerbstätigkeit der Eltern, die bereits für die Zuweisung von ausserschulischen Betreuungsplätzen eingeholt werden, soll das Gesuch ebenfalls das Bedürfnis der Vereinbarkeit von Familien- und Berufsleben belegen.

Zum Schuljahresende muss dem JA eine Auflistung der Anzahl der auf die Massnahme zurückzuführenden Stunden und des für die Aufgabe eingesetzten Personals ausgehändigt werden. Die Überweisungen und die finanzielle Aufteilung erfolgen anhand der Abrechnungen.

Zur Festlegung des Vorgehens und zur bestmöglichen Gewährleistung der Gleichbehandlung und der Rechtssicherheit soll dieses Vorgehen im FBR im Detail beschrieben werden.

1.7. Auswirkungen des Entwurfs

Die Bearbeitung der Gesuche im Sinne von Artikel 13a FBG wird das JA-Personal übernehmen.

In Bezug auf die nachhaltige Entwicklung hat die gemeinsam durch die Direktion für Gesundheit und Soziales und das JA durchgeführte Beurteilung einen sozialen und wirtschaftlichen Mehrwert gefunden, wobei durch die Integration der Kinder und die Mitwirkung im Arbeitsmarkt der Eltern dank besserer Vereinbarkeit von Beruf und Familie im Wesentlichen der soziale Zusammenhalt verbessert wird.

Dem ist anzufügen, dass die finanzielle Aufteilung, 50% zu Lasten des Staats und 50% zu Lasten der Gemeinden, in einem künftigen Paket der Aufgabenentflechtung analysiert wird.

Die Kosten dieses Entwurfs werden namentlich von der Zahl und der Tragweite der Gesuche abhängen. Gegenwärtig kann die Nachfrage ohne Vergleichsgrundlage und ohne konkrete Anträge nicht verlässlich beziffert werden. Allerdings geht aus der nachfolgenden Veranschlagung eine erste Grössenordnung hervor.

Zum Schulbeginn 2021 haben die Sonderschulinspektorinnen und Sonderschulinspektoren 67 VM mit Assistenzperson zugesprochen. Das Profil der Personen, die in einer ausserschulischen Betreuungseinrichtung angestellt werden, wird von der jeweiligen Einrichtung abhängen, aber gegenwärtig geht der Staatsrat davon aus, dass die Bestände je zur Hälfte aus Ausgebildeten (durchschn. Lohnkosten/Std. = 37 Franken) und Praktikantinnen und Praktikanten (durchschn. Lohnkosten/Std. = 10 Franken) bestehen werden. In der Annahme, dass 75% der betroffenen Kinder die Assistenzpersonen auch in der ausserschulischen Betreuung in Anspruch nehmen und diese pro Kind und Schulwoche durchschnittlich jeweils 12 Stunden beansprucht werden, ist mit einem finanziellen Aufwand von jährlich 535 800 Franken zu rechnen ($38 \text{ Wochen} \times 12 \text{ Std.} \times 50 \text{ Kinder} \times (37+10) / 2 \text{ Franken}$ durchschn. Kosten/Stunde), der jeweils zur Hälfte aufzuteilen ist zwischen dem Staat und den Gemeinden, entsprechend ihrer zivilrechtlichen Bevölkerung. Dieser Betrag hängt von der jeweiligen Entwicklung ab.

2. Gebühren

Artikel 15a (neu)

Dieser Zusatz hat keinen Bezug zum Gegenstand der Motion.

Gegenwärtig beruht die Erhebung von Gebühren für Entscheide, die in Anwendung des FBG getroffen werden, auf den Artikeln 127 bis 130 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG). Die Einführung einer spezifischen Gesetzesgrundlage ist gerechtfertigt.

Diese Bestimmung kann im FBR konkretisiert werden.

3. Referendum und Inkrafttreten

Der vorliegende Gesetzestext unterliegt nicht dem obligatorischen Referendum. Hingegen kann er dem fakultativen Referendum gemäss Artikel 46 der Verfassung des Kantons Freiburg und Artikel 128ff. des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; SGF 115.1) unterliegen. Der Staatsrat wird sein Inkrafttreten festsetzen.

Loi modifiant la loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **835.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2019-DSAS-67 du Conseil d'Etat du 14 décembre 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF 835.1 (Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE), du 9.6.2011) est modifié comme il suit:

Art. 13a (nouveau)

Auxiliaires de vie

¹ Les enfants qui bénéficient en vertu de l'article 32 de la loi du 11 octobre 2017 sur la pédagogie spécialisée d'une mesure d'aide renforcée (MAR) sous forme d'octroi d'un ou d'une auxiliaire de vie peuvent également obtenir cette mesure pour l'accueil extrascolaire.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **835.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2019-DSAS-67 des Staatsrats vom 14. Dezember 2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 835.1 (Gesetz über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBG), vom 9.6.2011) wird wie folgt geändert:

Art. 13a (neu)

Assistenzpersonen

¹ Kinder, die aufgrund von Artikel 32 des Gesetzes vom 11. Oktober 2017 über die Sonderpädagogik (SPG) verstärkte sonderpädagogische Massnahmen (VM) durch eine Assistenzperson erhalten, können diese auch im Rahmen der ausserschulischen Betreuung erhalten.

² Le coût de l'aide fournie par les auxiliaires de vie en accueil extrascolaire est réparti entre le canton et les communes conformément à la clef de répartition des coûts prévue par la loi sur la pédagogie spécialisée.

Art. 15a (nouveau)

Emoluments

¹ La Direction ainsi que les autres organes chargés de l'application de la présente loi peuvent percevoir des émoluments pour les autorisations délivrées, les contrôles ou les démarches administratives ou d'instruction effectués, les mesures prises ou toute autre décision rendue ou tout autre service fourni.

² Le tarif des émoluments est fixé par le Conseil d'Etat.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² Die Kosten für die ausserschulische Begleitung durch eine Assistenzperson werden gemäss Verteilschlüssel im Gesetz über die Sonderpädagogik zwischen dem Kanton und den Gemeinden aufgeteilt.

Art. 15a (neu)

Gebühren

¹ Die Direktion sowie die weiteren Organe, die mit dem Vollzug dieses Gesetzes betraut sind, können für Bewilligungen, Kontrollen und administrative oder Untersuchungsschritte, für ergriffene Massnahmen und alle anderen Entscheide oder Dienstleistungen Gebühren erheben.

² Der Staatsrat setzt den Tarif der Gebühren fest.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz unterliegt dem Gesetzesreferendum. Es unterliegt nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.